

**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr. générale
1^{er} juin 2023
Français
Original : anglais

Assemblée générale
Soixante-dix-septième session
Points 30, 66, 67, 68 et 132 de l'ordre du jour

Conseil de sécurité
Soixante-dix-huitième année

Prévention des conflits armés

**Élimination du racisme, de la discrimination raciale,
de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée**

Droit des peuples à l'autodétermination

Promotion et protection des droits humains

**La responsabilité de protéger et la prévention du génocide,
des crimes de guerre, du nettoyage ethnique et des crimes
contre l'humanité**

**Lettre datée du 31 mai 2023, adressée au Secrétaire général
par le Représentant permanent de l'Arménie
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint la déclaration publiée par le Ministère des affaires étrangères du Haut-Karabakh concernant les propos tenus récemment par le Président de l'Azerbaïdjan, qui menace ouvertement de déclencher de nouvelles hostilités dans la région et laisse entrevoir le risque d'une nouvelle vague de nettoyage ethnique dans le Haut-Karabakh (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 30, 66, 67, 68 et 132 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Mher **Margaryan**



**Annexe à la lettre datée du 31 mai 2023 adressée
au Secrétaire général par le Représentant permanent
de l'Arménie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Déclaration concernant les menaces proférées
par le Président de l'Azerbaïdjan contre l'Artsakh**

Le 28 mai 2023, en violation flagrante des normes et principes de droit international, ainsi que des obligations prévues par la Déclaration trilatérale de novembre 2020, et au mépris de la présence des forces russes de maintien de la paix, le Président de l'Azerbaïdjan a tenu une série de propos belliqueux et provocateurs contre la République de l'Artsakh et ses institutions démocratiques, évoquant la possibilité d'une reprise des hostilités contre l'Artsakh. Les menaces ouvertes proférées par le Président azerbaïdjanais et le chantage pur et simple auquel il se livre ne laissent aucun doute sur le fait que l'Azerbaïdjan rejette toujours la possibilité même d'un règlement du conflit avec le Haut-Karabakh par la voie des négociations. Le blocus prolongé, l'imposition de conditions de vie insoutenables, le déni du droit à la vie et à la sécurité, les violations massives et systématiques d'autres droits et libertés fondamentaux, la répression et la persécution sont autant de moyens dont l'Azerbaïdjan entend continuer de se servir contre le peuple de l'Artsakh. Le blocus, qui dure désormais depuis plus de cinq mois, la poursuite des attaques armées et les déclarations belliqueuses montrent que l'Azerbaïdjan non seulement refuse d'abandonner sa politique de menaces et de violence mais qu'il la durcit de plus en plus dans un contexte marqué par l'inertie de la communauté internationale, notamment des médiateurs internationaux participant au processus de règlement du conflit. Les déclarations des autorités azerbaïdjanaises sur leur prétendue volonté de garantir les droits et la sécurité des Arméniens de l'Artsakh sont mensongères. Elles sont un écran de fumée dissimulant la véritable intention de Bakou, qui est de se livrer au nettoyage ethnique en Artsakh. En demandant que l'Artsakh soit reconnu comme faisant partie de l'Azerbaïdjan, les autorités de ce pays cherchent en réalité la « permission » de commettre leurs projets criminels en toute impunité.

Les acteurs internationaux doivent cesser de fermer les yeux sur les motivations et les objectifs réels de l'Azerbaïdjan s'agissant de l'Artsakh, lesquels s'inscrivent, en matière de diplomatie et de politique étrangère, dans la continuité de la politique de chantage, de coercition et de menace de la force, en violation de la Charte des Nations Unies et des textes fondateurs de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et du Conseil de l'Europe. Faire abstraction des intentions réelles de l'Azerbaïdjan et des violations de ses obligations internationales, ainsi que des tentatives des médiateurs internationaux de trouver des aspects positifs dans le projet ouvertement génocidaire de l'Azerbaïdjan, traduit un manque de lucidité et revient à approuver les actes criminels de Bakou.

Il est absolument inacceptable que la communauté internationale, à commencer par la Fédération de Russie dont les forces de maintien de la paix sont basées en Artsakh et dont les garanties de sécurité ont poussé des dizaines de milliers de citoyens de l'Artsakh à retourner chez eux après la guerre de 2020, ne réagisse pas adéquatement et vigoureusement aux menaces de l'Azerbaïdjan de reprendre ses opérations militaires en Artsakh. Nous partons du principe que les médiateurs internationaux, représentés par les pays coprésidents du Groupe de Minsk de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et l'Union européenne, doivent prêter davantage attention aux discours bellicistes et aux actes illégaux de l'Azerbaïdjan. Ils doivent joindre le geste à la parole afin d'empêcher la concrétisation des projets criminels de l'Azerbaïdjan et démontrer ainsi leur

attachement aux normes et principes fondamentaux du droit international, de garantir le respect des droits humains et la sécurité du peuple de l'Artsakh et d'instaurer une paix juste, digne et durable dans la région.

Stepanakert, le 30 mai 2023
